



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2860
26 mai 2023
1,50 € • DOM: 2€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE OUVRIÈRE

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Le journal
d'Arlette Laguiller

Mayotte, loi sur l'immigration...

À bas la guerre faite aux pauvres



27, 28 et 29 mai
à Presles, Val-d'Oise
La fête de
Lutte ouvrière

Pages 7 à 10



Meetings de Nathalie Arthaud :
dimanche et lundi à 15h

Leur société

- Syndicats-gouvernement : la comédie du dialogue social 3
- Borne et les patrons : quelqu'un "à l'écoute" 3
- Loi de programmation militaire : l'union sacrée 3
- Les Républicains : surenchère xénophobe 4
- Sarkozy condamné : un bracelet pour Bismuth ! 4
- Nantes : l'extrême droite à l'œuvre 4
- RSA et travail obligatoire : une attaque contre tous les travailleurs 5
- Lutte contre le travail illégal : sinistre plaisanterie du ministre 5
- Mixité sociale : une soupe bien fade 5
- Amiante : crime de masse impuni 6
- Gaz : matière à spéculer 6
- Prix des pâtes : de moins en moins de blé dans les poches 6
- La pauvreté n'est pas une fatalité 6
- SNU : l'embrigadement de la jeunesse 13
- Lycée Théodore Monod Noisy-le-Sec : la mobilisation continue 13
- Lycée Paul Éluard Saint-Denis : les bâtiments prennent l'eau 13
- Pyrénées-Orientales : des restrictions d'eau difficiles à avaler 13
- Mayotte : destruction autorisée, Darmanin jubile 16

Dans le monde

- G7 : sommet des brigands 11
- Sommet de la Ligue arabe : Ben Salman maître du jeu 11
- Grèce : Tsipras paye sa politique 12
- Italie : après les inondations, les morts et les destructions 12
- Choléra : les profits avant la santé 16
- Côte d'Ivoire : les habitants s'organisent contre l'insécurité 16

Dans les entreprises

- Vertbaudet Marquette-lez-Lille 14
- Hospices civils de Lyon : 14
- PSA - Poissy 15
- Livreurs à vélo - Bordeaux 15

Agenda

- La fête de Lutte ouvrière à Presles 7 à 10
- Cercle Léon Trotsky 3

À Mayotte comme ici, à bas la guerre faite aux migrants !

À Mayotte, l'opération Wuambushu a repris. La police et les gendarmes détruisent des bidonvilles et expulsent des Comoriens. Les autorités prétendent démanteler des bandes criminelles mais en réalité, c'est une chasse aux pauvres qui est menée. Les familles de Mayotte et des autres îles des Comores sont entremêlées : il y a 50 ans, Mayotte a été séparée par le colonialisme français du reste de l'archipel. La France avait dominé ces îles pendant 130 ans et a voulu garder un confetti d'empire dans la région. Aujourd'hui, les Comores sont ravagées par la pauvreté, et de nombreux habitants cherchent à gagner Mayotte, au péril de leur vie. Et c'est à eux que la France, un des pays les plus riches au monde, refuse l'accès aux soins, aux écoles et à une vie un peu moins dure.

Les 1 800 gendarmes et CRS envoyés par Darmanin n'éclairent pas les quartiers de Mayotte où l'électricité est intermittente, ne construisent pas les écoles qui font défaut et ne soignent pas les malades dans les centres de santé sous-dimensionnés. La mise en scène de Wuambushu vise à dédouaner l'État français et à embrigader la partie de la population la moins pauvre derrière les forces de répression. L'objectif de cette révoltante opération, amplifiée par des politiciens locaux prêts à appeler au meurtre ou à organiser le blocage de l'hôpital, est de faire croire que les responsables des problèmes des Mahorais sont d'autres pauvres.

Dans l'Hexagone, les choses ne sont pas très différentes. À la frontière de Vintimille, la police française refoule les migrants qui arrivent d'Afrique du Nord par l'Italie. À Calais et dans sa région, dès que des migrants se regroupent, ils sont brutalement dispersés et leurs tentes sont détruites. Les opérations quotidiennes de la police ne les empêchent pas d'affluer vers le littoral, ni de tenter de franchir la Manche sur des embarcations de fortune, comme un nombre croissant d'entre eux le font. Mais elles rendent leur vie impossible et les obligent à prendre tous les risques.

Contre celles et ceux qui fuient les guerres et la misère, toute l'Europe mobilise des forces armées, dresse des barbelés, voire construit des murs d'acier. En Grèce, la police renvoie des migrants sur un canot pneumatique et les

abandonne en pleine mer. Le Danemark et le Royaume-Uni veulent les déporter au Rwanda. En Turquie, la campagne pour l'expulsion des Syriens bat son plein. Partout, les migrants sont montrés du doigt, refoulés et pourchassés.

Avec la crise économique, des politiciens comme Le Pen, Bardella ou Zemmour font leur fonds de commerce du repli sur soi et de l'hostilité aux étrangers. Les Républicains réclament un durcissement de la politique migratoire. Et le ministre de l'Intérieur Darmanin multiplie les coups de menton. Le gouvernement, toujours serviable vis-à-vis des capitalistes, mène une guerre sans merci aux damnés de la terre.

Le maire démissionnaire de Saint-Brévin-les-Pins en a fait l'amère expérience. Après avoir accueilli un centre de réfugiés, il a été harcelé par l'extrême droite, qui l'a menacé de mort et a incendié sa maison. Comme il l'a expliqué au Sénat, il n'a obtenu aucun soutien ni protection. La leçon mérite d'être retenue : contre les nervis d'extrême droite, nul ne peut compter sur la protection de l'État, bien au contraire. De nombreux migrants, qui ne sont pas auditionnés au Sénat, eux, en font l'expérience quotidienne.

En montrant du doigt les étrangers, Le Pen et Darmanin cherchent à dresser des pauvres contre d'autres pauvres, comme ils tentent d'opposer des travailleurs à d'autres travailleurs. Macron et ses ministres accusent les demandeurs d'emploi de ne pas faire assez d'efforts, et les bénéficiaires du RSA de profiter de leur allocation. Pour assurer sa domination, la grande bourgeoisie a toujours cherché à diviser les ouvriers pour mieux régner.

Mais les ennemis des travailleurs ne sont pas d'autres travailleurs, quelles que soient leur origine, leur nationalité ou la couleur de leur peau. Leurs ennemis sont cette minorité capi-

taliste qui s'enrichit sur leur dos par l'exploitation, augmente les prix et bloque les salaires ; c'est le gouvernement qui la sert, prêt à maintenir au travail deux années supplémentaires des ouvriers qui y ont usé leur santé.

Alors, à la lutte contre les migrants, opposons la lutte des travailleurs contre leurs seuls ennemis de classe, et pour leurs véritables intérêts.

Nathalie Arthaud



MATHYS ZEPPELIN SIPA

Syndicats-gouvernement : la comédie du dialogue social

Mardi 16 et mercredi 17 mai, Élisabeth Borne a reçu les syndicats de salariés les uns après les autres avant de rencontrer les syndicats patronaux la semaine suivante. Elle affirmait vouloir renouer le dialogue.

Alors que le mouvement contre la réforme des retraites mené dans l'unité syndicale a montré pendant quatre mois la colère des salariés, chaque dirigeant syndical a tenu à annoncer une stratégie. Elle consiste à continuer de contester la réforme des retraites, mais aussi à accepter d'aborder autres sujets. En fait, l'enjeu pour le gouvernement était de remettre les syndicats autour de la table, qu'ils sortent du rendez-vous

Esatisfait ou non. C'est maintenant chose faite, gouvernement et syndicats ont ainsi restauré la fiction du dialogue social.

En fait de « dialogue », les négociations entre le gouvernement et les syndicats de salariés entérinent régulièrement des reculs plus ou moins importants pour ceux-ci. Les seules attaques stoppées l'ont été par les mobilisations des travailleurs. L'approfondissement de la crise, la préparation à la



guerre comme la rapacité de la bourgeoisie font que les syndicats sont de moins en moins en position d'obtenir des concessions. La seule politique du gouvernement consiste à faire pleuvoir des subventions dans les coffres des capitalistes et à assouplir les réglementations dénoncées comme des contraintes inacceptables par le patronat.

Les directions syndicales continuent il est vrai d'appeler à une journée de grèves et de manifestations le 6 juin, deux jours avant la discussion à l'Assemblée de la proposition de loi du groupe LIOT pour abroger la réforme des retraites. Toutes ont dénoncé l'intention du gouvernement d'empêcher la discussion de cette loi. En même temps qu'elles se montrent prêtes à reprendre la comédie du dialogue social, elles veulent continuer à montrer leur audience, leur capacité à encadrer la contestation, en la dirigeant cependant vers des canaux institutionnels.

Les travailleurs qui se sont mobilisés pendant quatre mois contre la réforme des retraites, qui ont vu combien le gouvernement pouvait mépriser leur opinion, doivent garder une autre leçon de cette expérience. Elle est qu'il n'y a rien à attendre des parlottes dans les salons ministériels, ni des débats parlementaires ou d'autres institutions : tout dépendra du rapport de force qu'ils pourront opposer au gouvernement et au patronat. Et leur force, les travailleurs ont commencé à l'éprouver au cours de ces quatre mois.

Inès Rabah

Borne et les patrons : quelqu'un "à l'écoute"

« Elle est à l'écoute. » Telle est la conclusion du président de la CPME (petites et moyennes entreprises) après la rencontre avec Elisabeth Borne, en compagnie de son homologue du Medef, le 22 mai.

Les représentants patronaux ont trouvé sans peine chez elle une oreille complaisante. Les dirigeants du Medef et de la CPME, Roux de Bézieux et Asselin, n'estiment pas, comme les représentants des confédérations syndicales, « avoir été trahis », et pour cause. Rien de ce qui fâche n'a été abordé, et les représentants des patrons, de toute manière, se sont prêtés à cette mascarade à condition de remettre sur le tapis leurs desiderata. Ainsi en va-t-il, pour la CPME, des exonérations de cotisations patronales d'assurance-chômage pour les seniors, sous prétexte d'employabilité, bien sûr. C'est aussi le cas des salaires élevés des cadres seniors qui, selon Roux de Bézieux, « freinent leur embauche », paraît-il.

Il était exclu de parler des salaires, pour lesquels « les entreprises privées ont fait le job », selon le patron du Medef, en augmentant le salaire moyen de 5,8%, bien davantage que ne l'a fait l'État-employeur. C'est là au moins un

demi-mensonge, car si les salaires dans la fonction publique sont effectivement à la traîne, la réalité de la hausse des salaires dans le privé est loin d'atteindre ne serait-ce que l'inflation officielle, et encore moins la hausse constatée des prix.

Les représentants patronaux ont surtout rappelé leurs lignes rouges. Utiliser son compte épargne-temps pour faire une pause de quelques mois ? C'est hors de question, cela n'est toléré qu'avant le départ en retraite. Conditionner les aides publiques à la hausse des salaires ? Roux de Bézieux « ne sait même pas ce que cela veut dire ». Quant à, par exemple, indexer les salaires sur les prix, il s'agit là d'un des sujets « sur lesquels les positions sont trop antagonistes », et dont il est donc exclu de discuter.

Raison de plus pour les travailleurs de recourir à leurs propres forces pour l'imposer !

Viviane Lafont

Loi de programmation militaire : l'union sacrée

Le 22 mai a commencé l'examen à l'Assemblée de la loi de programmation militaire (LPM) pour la période 2024-2030. Il est question d'augmenter le budget militaire de 100 milliards d'euros sur six ans pour atteindre 413 milliards.

La précédente loi, promulguée en 2018 pour la période 2019-2025, avait déjà permis d'augmenter les crédits militaires. Cette fois, il est proposé de les augmenter encore d'ici 2030 afin d'atteindre 2% du PIB. Quand il s'agit de l'armée, la dette publique n'existe pas.

Le rapporteur de la loi, Jean-Michel Jacques, ancien commando de marine, aujourd'hui député Renaissance du Morbihan, s'est dit « plutôt optimiste, même si je ne suis pas béat », concernant le vote de la loi. On comprend pourquoi Les Républicains, comme le Rassemblement national, se contentent de dénoncer les propositions du ministre des Armées comme des effets d'annonce.

À gauche, bien malin celui qui parviendrait à discerner une réelle opposition au projet de loi. Les écologistes se contentent, dans un amendement, de demander l'inscription dans la loi du changement climatique « comme un facteur de changement profond pour les armées ». On peut aussi

lire dans l'introduction au contre-projet de loi de programmation militaire présenté par la France insoumise que la loi « n'est pas à la hauteur des menaces qui pèsent sur nos intérêts », en ajoutant : « La minorité présidentielle se contente d'une vision subordonnée aux intérêts de l'OTAN. » Quant au dirigeant du Parti communiste, Fabien Roussel, il pratique un numéro d'équilibriste habituel, disant vouloir investir dans la paix plutôt que dans la guerre. Mais il dit aussi : « Oui et 1 000 fois oui » à « avoir un budget plus important, permettant de nous protéger des menaces ». De la gauche au RN, chacun pratique le même exercice, consistant à se démarquer en apparence tout en étant sur le fond complètement d'accord pour verser des milliards aux militaires.

Pour garantir leur manne aux actionnaires de l'armement et préparer la population à la guerre, c'est une grande union sacrée.

Aline Retesse



Cercle Léon Trotsky

Afrique : face aux rivalités impérialistes, pour une politique de la classe ouvrière

**Samedi 17 juin à 15 heures
Grande salle de la Mutualité**

24, rue Saint-Victor, Paris 5^e - Métro Maubert-Mutualité
Participation aux frais : 3 euros

Les Républicains : surenchère xénophobe

Le parti Les Républicains, présidé par Éric Ciotti, a du mal à exister entre Macron et le Rassemblement national. Pour tenter d'y remédier, il a choisi de faire parler de lui en déposant un projet de loi sur l'immigration qui en rajoute encore sur celui annoncé par Darmanin.

L'exercice est certes difficile, tant le ministre de l'Intérieur de Macron a déjà bien pavé le terrain en matière de xénophobie. Les leaders des Républicains reprennent d'ailleurs les principales dispositions annoncées par Darmanin, visant à faciliter les expulsions et à rendre plus difficile l'obtention de titres de séjour. Mais, pour se distinguer, ils veulent aller plus loin. Ils demandent ainsi ni plus ni moins une modification de la Constitution afin de permettre la tenue d'un référendum sur la politique migratoire et la

possibilité de déroger aux accords internationaux. Ils entendent aussi demander au Parlement de se prononcer chaque année sur des quotas d'immigration, veulent que les demandes d'asile soient examinées dans le pays d'origine et non en France, et entendent obliger ces pays à reprendre leurs ressortissants expulsés en conditionnant l'obtention de visas pour leurs habitants et le versement de l'aide au développement à leur bonne volonté en la matière. Les Républicains veulent aussi rétablir le délit de séjour illégal et priver

les sans-papiers de pratiquement tout droit aux prestations sociales. Les étrangers ne pourraient bénéficier de la protection sociale et des allocations familiales qu'après cinq ans de séjour et l'aide médicale d'État (AME) serait remplacée par une « aide d'urgence » plus restrictive.

Les Républicains vouent aussi aux gémonies la proposition de Darmanin visant à régulariser les travailleurs sans papiers dans les secteurs en manque de personnel comme l'hôtellerie où le bâtiment. Ce projet correspondait à la demande d'une partie du patronat soucieux de trouver une main-d'œuvre à exploiter, alors que les grèves de ces travailleurs pour obtenir des papiers se sont multipliées ces dernières années.



Dans la manifestation anti-Darmanin du 29 avril, à Paris.

Darmanin présentait pour sa part cette mesure comme le pendant humaniste de ses mesures répressives. Les Républicains la qualifient quant à eux de « pompe aspirante » destinée à attirer toujours plus de migrants.

Les mesures proposées par Ciotti et son parti vont de pair avec une phraséologie qui n'a rien à envier à celle du Rassemblement national. « *Ceux qui sont arrivés illégalement doivent savoir qu'ils ne seront pas bien accueillis et qu'ils n'auront aucun droit* », déclare Éric Ciotti dans *Le Journal du dimanche*. « *Ce qui est en jeu, c'est la subsistance de notre*

nation », ajoute-t-il, promettant à la métropole « *le même chemin que Mayotte dans les décennies à venir* ».

Ciotti, Macron, Darmanin, Le Pen, Bardella, font la course à qui sera le plus xénophobe. Tous espèrent attirer les voix des électeurs en détournant le mécontentement qu'ils éprouvent face à une vie rendue de plus en plus difficile par les capitalistes et les gouvernants. C'est un piège pour la classe ouvrière, à laquelle celle-ci doit répondre par le vieux mot d'ordre du mouvement ouvrier : « *Prolétaires de tous pays, unissons nous !* »

Daniel Mescla

Sarkozy condamné : un bracelet pour Bismuth !

Mercredi 17 mai, la cour d'appel de Paris a confirmé la condamnation de l'ancien président Sarkozy à trois ans de prison, dont un an ferme immédiatement transformé en port de bracelet électronique.

Nicolas Sarkozy est condamné pour corruption et trafic d'influence dans l'affaire dite « des écoutes », comme un vulgaire gangster. Il est accusé d'avoir tenté d'obtenir de Gilbert Azibert, magistrat à la Cour de cassation, des informations secrètes liées à une autre instruction judiciaire le concernant (le dossier Bettencourt). En échange, il lui aurait promis un poste de prestige à Monaco. L'accusation est fondée sur des écoutes téléphoniques d'échanges entre Nicolas Sarkozy et Thierry Herzog, son avocat de l'époque, par le biais de deux téléphones prépayés achetés sous le pseudonyme de Paul Bismuth.

Lors du premier procès en 2021, le Parquet national financier (PNF) avait dénoncé ces méthodes comme dignes de « délinquants chevronnés ». Sarkozy n'en est effectivement pas à son coup d'essai puisqu'il est aussi l'un des principaux

accusés de deux autres procès en attente. D'une part, dans l'affaire des valises libyennes, il est soupçonné d'avoir reçu 50 millions d'euros du dictateur Mouammar Kadhafi pour financer sa campagne présidentielle de 2007. D'autre part, il est impliqué dans le scandale Bygmalion, du nom de l'agence de communication qui a réalisé de fausses factures pour masquer le dépassement massif des dépenses autorisées pour sa campagne présidentielle de 2012. Ce procès Bygmalion, qui a aussi eu lieu en 2021, doit être rouvert à l'automne puisque Sarkozy a déjà fait appel de sa condamnation à un an de prison ferme, pourtant aimablement transformée en résidence surveillée à domicile. C'est dire si toutes ces affaires s'entremêlent et ont en commun de traîner depuis des années devant les cours de justice. Voilà qui semble bien loin des comparutions immédiates

et des peines requises contre les manifestants opposés à l'actuelle réforme des retraites !

À l'annonce du verdict du 17 mai, l'avocate de Sarkozy a déclaré que celui-ci allait se pourvoir en Cour de cassation car sa condamnation était « stupéfiante ». Eh oui, pour les politiciens liés aux grandes familles bourgeoises et à l'appareil d'État, dont la justice est un des bras, une condamnation à la suite d'une de leurs multiples combines politico-financières est tout bonnement incompréhensible ! Jacques Chirac, par exemple, après plus de vingt ans de procédure, avait été condamné pour les emplois fictifs de la mairie de Paris à seulement deux ans de prison avec sursis. Quant à Mitterrand, un procès également surnommé « l'affaire des écoutes » n'avait abouti à une condamnation qu'en 2005, bien après sa mort et l'affaire en question. Comme le disait Coluche : « *Ily a deux sortes de justice : vous avez l'avocat qui connaît bien la loi, et l'avocat qui connaît bien le juge.* »

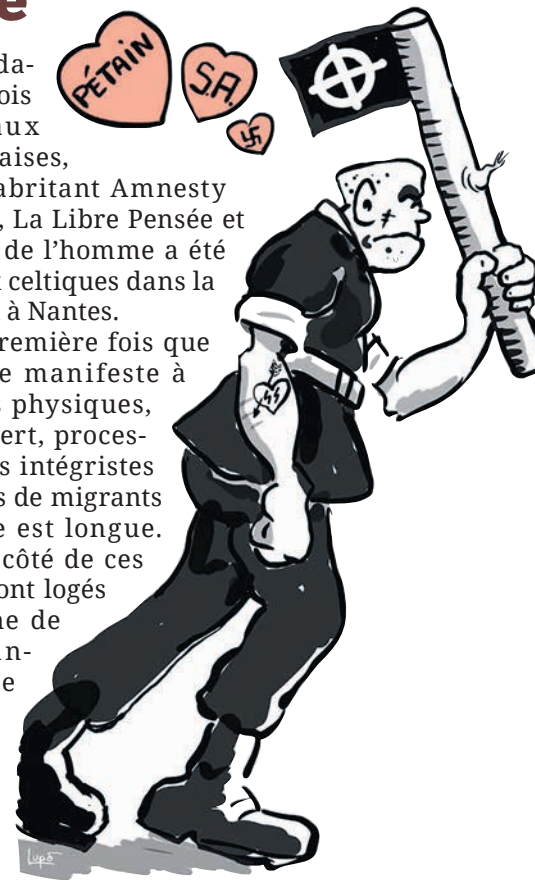
Marlène Stanis

Nantes : l'extrême droite à l'œuvre

Après les dégradations ces derniers mois de plusieurs locaux d'associations nantaises, le local associatif abritant Amnesty International, Attac, La Libre Pensée et la Ligue des droits de l'homme a été tagué avec des croix celtiques dans la nuit du 18 au 19 mai à Nantes.

Ce n'est pas la première fois que l'extrême droite se manifeste à Nantes : agressions physiques, annulation de concert, processions de catholiques intégristes dans les rues, squats de migrants incendiés... la liste est longue. Sans compter qu'à côté de ces locaux associatifs sont logés plus d'une centaine de migrants dans l'ancienne auberge de jeunesse de la ville.

Comment s'étonner que l'extrême droite se sente pousser des ailes quand elle peut parader en toute légalité dans les rues de Paris et que le gouvernement se prépare, avec la loi immigration, à rivaliser de démagogie antimigrants avec les LR et le RN !



Correspondant LO

RSA et travail obligatoire : une attaque contre tous les travailleurs

La Première ministre Élisabeth Borne ayant promis « des sanctions contre les bénéficiaires du RSA qui ne se conforment pas au parcours d'accompagnement », son ministre du Travail Olivier Dussopt a cru bon, lundi 22 mai, de préciser les choses.

Le gouvernement, a-t-il dit, projetterait bien, sans doute après l'adoption d'une loi, de contraindre des allocataires du RSA à effectuer, sous peine de sanction, le travail que l'administration leur désignera.

Comme chaque fois qu'un ministre ou un défenseur de la bourgeoisie parle

d'allocations versées aux pauvres, le propos est injurieux et méprisant. Faire ainsi passer les allocataires du RSA pour des gens qui ne veulent pas travailler est particulièrement répugnant. Combien en effet sont les ouvriers en invalidité de fait, combien d'autres ont été licenciés, combien vivent

dans des régions ravagées par le chômage ? Ce sont ces travailleurs-là, rejetés ou blessés par la course au profit, que le gouvernement et ses soutiens médiatiques injurient chaque jour. Leur nombre augmente à chaque vague de licenciements, à chaque accident de travail, à chaque fermeture d'entreprise, à chaque accident de la vie et certains parlent de supprimer leur allocation ! Ce sont les mêmes, ou leurs semblables, qui se félicitent des milliards versés au patronat, sans contrepartie,

Lutte contre le travail illégal : sinistre plaisanterie du ministre

Le ministère du Travail a dévoilé le 23 mai son Plan national de lutte contre le travail illégal pour les cinq années à venir. Il fournit ainsi quelques chiffres : l'an passé il y aurait eu près de 7000 infractions donnant lieu à des poursuites, dont les trois quarts pour travail dissimulé, et quelques raisons de se révolter.

Le ministère compterait s'attaquer en premier lieu au travail dissimulé lors des grands événements sportifs, comme les Jeux olympiques et la Coupe du monde de rugby. Mais qui donc met en place et supervise ces compétitions, depuis la construction d'équipements jusqu'à l'encadrement du flot de spectateurs, si ce n'est l'État ? L'administration ferme les yeux voire légalise la sous-traitance en cascade et donc finalement le travail dissimulé sur les chantiers des JO où cinq travailleurs ont déjà laissé leur vie. Le recrutement de bénévoles pour encadrer les visiteurs, les sportifs, les festivités est favorisé par les pouvoirs publics. D'une main l'État

aide les Bouygues, Vinci, TF1 et les autres à profiter du travail illégal et du bénévolat dissimulé, de l'autre il sévira peut-être contre les marchands de glaces à la sauvette aux abords des stades.

Le deuxième chantier est la lutte contre les faux statuts, favorisés en particulier par les plates-formes de mises en relations. Les sites Uber et autres Deliveroo, qui offrent des tarifs de famine à des chauffeurs et des livreurs prétendument indépendants, sont visés sans être nommés. Mais qui donc les a couvés, promus, protégés et légalisés ?

En troisième lieu le Plan prétend s'attaquer au travail dissimulé partout où il

s'en trouve, en multipliant les contrôles. On se demande bien comment, étant donné que Dussopt, l'actuel ministre du Travail, et ses prédécesseurs ont fait tout leur possible pour réduire à pas grand-chose l'Inspection du travail.

Au-delà des balivernes ministérielles, le Plan montre qu'il y a une prolifération du travail illégal, c'est-à-dire en clair du nombre des employeurs qui ne respectent même pas les dernières lois en vigueur. C'est le résultat d'une politique. Depuis des dizaines d'années patronat et gouvernements se sont efforcés de détruire les protections légales dont disposaient une partie des travailleurs. Il s'agit de revenir à la condition première du prolétaire, la précarité, la concurrence entre ouvriers, la solitude devant l'employeur, avec la multiplication de situations indignes que cela suppose. Mais qu'on se rassure, le Plan gouvernemental promet de « faire accéder la France au statut de pays pionnier pour un partenariat mondial contre le travail des enfants, le travail forcé, la traite des êtres humains et l'esclavage contemporain ».

Voilà un beau programme et qui en dit long sur la situation en 2023 dans un pays considéré comme parmi les plus avancés.

P. G.



LES ÉCRANS DE PARIS

même pas celle de ne pas licencier.

Mais, ajoute le ministre, « suspendre, ce n'est pas radier », sous-entendu, après quelques semaines sans rien, ils finiront bien par courber l'échine. Et de conclure : « Nous ne sommes pas là pour permettre ou créer une main-d'œuvre qui serait moins chère. » Eh bien si justement, il veut le faire et de plusieurs façons. Tout d'abord, à moins d'inventer des travaux inutiles, ceux qui seront employés remplaceront forcément des

salariés. Ensuite, la seule existence de ce travail non rémunéré fera pression sur l'ensemble des salaires. Enfin, toute l'opération tend à diviser les travailleurs entre salariés et allocataires pour amoindrir leur capacité de résistance concernant les salaires ou tout autre chose. Il s'agit donc d'une attaque contre l'ensemble de la classe travailleuse et, quoi qu'en dise Dussopt, d'une façon d'offrir au patronat une main-d'œuvre toujours plus mal payée.

Paul Galois

Mixité sociale : une soupe bien fade

Le ministre de l'Éducation nationale, Pap Ndiaye, a trouvé un cheval de bataille avec la mixité sociale dans l'école privée.

Les établissements privés ne comptent que 10 % d'élèves boursiers, contre 28 % dans le public. Le ministre veut réduire ce décalage sans pour autant imposer quoi que ce soit au privé. Un protocole a donc été signé, préconisant d'y doubler le nombre d'élèves boursiers en cinq ans, sans contraintes ni quotas.

Les écoles privées sont financées à hauteur de 80 % par l'État ou les collectivités territoriales. Elles ont l'obligation de suivre les programmes mais peuvent choisir leurs élèves. Ainsi, elles pourront accueillir les meilleurs élèves boursiers et n'auront aucune obligation de choisir des élèves en difficulté. Mais, forts de ces nouvelles recommandations du ministre, les représentants des écoles privées en ont profité pour exercer un petit chantage. Ils exigent de l'État et des collectivités territoriales qu'ils financent les frais de cantine et de transport de la

même manière que dans le public. En un mot, ils exigent des moyens financiers supplémentaires, sans rien promettre en échange. Et le ministre obtempère. Il a pu ainsi tenter de faire croire qu'il défendait une école plus égalitaire.

En fait, Pap Ndiaye agite le drapeau de la mixité sociale pour éviter d'évoquer la dégradation constante des conditions d'enseignement qui creuse les inégalités sociales.

Mettre les moyens pour l'éducation de tous serait la seule façon de combattre un tant soit peu les inégalités à l'école, inégalités dont n'est pas exempt l'enseignement public. En effet, les grands lycées parisiens continuent à avoir beaucoup plus de moyens que ceux des quartiers populaires. Pour lutter contre les inégalités scolaires, il faut commencer par combattre celles qui traversent toute la société.

Aline Urbain



Amiante: crime de masse impuni

Vendredi 19 mai, le tribunal correctionnel de Paris a annulé la citation directe engagée par 1 800 travailleurs victimes de l'amiante contre quatorze responsables, hauts fonctionnaires, médecins, industriels, qui avaient appartenu, entre 1982 et 1995, au Comité permanent amiante (CPA) ou qui avaient participé à ses actions.

C'est la énième tentative des victimes de l'amiante, en particulier l'association Andeva, d'obtenir un procès pénal contre ceux qui ont, en connaissance de cause, agi pour faire durer l'utilisation de l'amiante sous toutes ses formes. Régulièrement l'appareil judiciaire fait obstacle à ces poursuites, écarte les juges honnêtes qui se sont attelés à la tâche. En mars dernier

par exemple, la société d'amiante-ciment Eternit a obtenu un non-lieu, alors que tout prouve sa culpabilité. Pour surmonter cette masse d'obstacles, les victimes ou leurs familles ont donc décidé de citer directement à comparaître une partie des responsables, les promoteurs de l'amiante, mais aussi le Comité permanent amiante créé en 1982.

Les risques liés à l'amiante étaient connus en France depuis 1906, son utilisation était condamnée aux États-Unis et l'OMS demandait son interdiction généralisée qui a fini par intervenir en France en 1977. Les tenants de l'industrie de l'amiante, avec la bénédiction du patronat, ont alors mis sur pied ce comité pour s'opposer à cette interdiction, en illustrant au passage à quoi mène la collaboration de classes. L'État y était présent ainsi que des confédérations syndicales, permettant ainsi que continue l'assassinat de travailleurs, de membres de leur famille et d'habitants des secteurs contaminés. Le pire rôle a

été tenu par la CGT, qui s'est accrochée jusqu'au bout à cette participation à des instances officielles. Elle a, en échange, accepté de fermer les yeux sur le travestissement de l'information piloté par l'Institut national de la sécurité.

Le bilan de cette action criminelle se chiffre à au moins 100 000 morts du fait de l'utilisation de l'amiante. Aujourd'hui, le tribunal correctionnel de Paris prétend que la plainte contre le CPA est irrecevable à cause de son imprécision. Mais cela ne fait que déconsidérer un peu plus cette « justice égale pour tous », en réalité à la botte des capitalistes et de leurs complices.



Les industriels, l'État avec sa justice attendent peut-être que les voix des victimes se taisent une à une. Mais les associations ne comptent pas en rester là et vont tout faire pour que les victimes du capital ne continuent pas à mourir en silence.

Aline Urbain

Gaz: matière à spéculer

Le tarif réglementé du gaz, qui est encore appliqué à 2,6 millions d'usagers, cessera d'exister le 1^{er} juillet. C'est l'effet de la loi Pacte de 2019, qui prévoit un basculement obligatoire sur une offre dite de marché.

Cette énergie va donc être encore plus soumise aux aléas de la spéculation.

À l'ouverture à la concurrence du marché du gaz, en 2007, l'État avait mis en place un tarif réglementé de vente (TRV) à côté des offres de marché. Loin d'être un tarif

accessible et garanti, il est le produit d'un calcul qui indexe les factures sur plusieurs produits boursiers, et non le seul cours du gaz. En effet, en plus de celui-ci, s'ajoutent dans la formule le cours du baril de pétrole, le taux de change entre l'euro et le dollar et d'autres

indices énergétiques. Le but affiché du TRV était de lisser l'effet de la spéculation: le gouvernement prétendait que les fluctuations du prix du gaz à la hausse seraient compensées par la baisse des autres titres.

Mais lorsque tous ceux-ci s'envolent en même temps, comme ce fut le cas à partir de l'été 2021, c'est-à-dire bien avant le déclenchement de l'offensive russe en Ukraine, cette affirmation se vaporise. En

octobre 2021, le gouvernement a mis en place le fameux « bouclier tarifaire », qui n'a rien à voir avec le TRV, puisqu'il s'agit ni plus ni moins d'une subvention géante aux distributeurs de gaz, que l'État rembourse. Il n'a ainsi jamais été question de contraindre, même un peu, les capitalistes de l'énergie. Par ailleurs, le ministre Le Maire, qui avait déjà relevé de 15 % en janvier le prétendu bouclier tarifaire pour les

particuliers, a annoncé récemment sa fin en 2023, sans préciser de date.

Ce qui reste du TRV jusqu'en juin 2023 ne concerne plus que les petites copropriétés et les particuliers. Ce tarif avait en effet déjà été supprimé pour les entreprises et les grosses copropriétés en 2016. Une chose est certaine: la fin du tarif réglementé va rendre le fait de se chauffer encore plus dépendant de la spéculation.

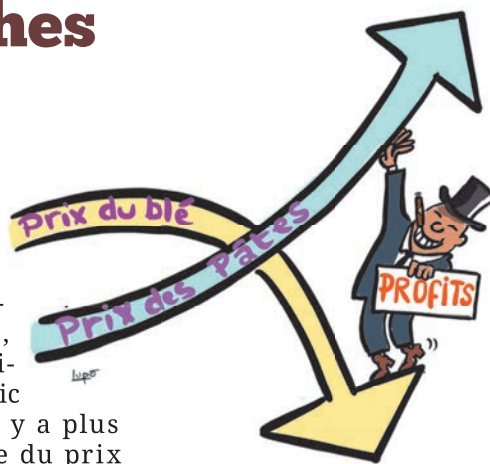
Thomas Baumer

Prix des pâtes: de moins en moins de blé dans les poches

Les chiffres de l'inflation publiés le 12 mai par l'Insee confirment ce que tous les travailleurs constatent: la hausse des prix se poursuit et concerne de plus en plus les produits alimentaires.

En avril, la hausse moyenne du prix des pâtes était d'après l'institut de 36,8 % sur un an et celle du riz de 28,1 %. Celle du sucre était de 62,4 %. De plus, ces courbes ne montrent aucun signe de baisse ou de stabilisation. De nombreux journalistes expliquent que ces hausses de prix sont dues à celles des matières premières sur les marchés mondiaux, comme le blé dur pour les pâtes, et à celle de l'énergie, que les fabricants et les supermarchés ne font que répercuter. Sauf que le cours du blé,

qui est la principale matière première des pâtes, ne fait que diminuer depuis son pic en mars 2022, il y a plus d'un an. L'indice du prix des céréales émanant de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) affiche une baisse de plus de 20 % entre mai 2022 et avril 2023. Il en va de même pour l'énergie. Le gaz, par exemple, a connu une baisse de 75 % entre le mois d'août 2022 et aujourd'hui. Ainsi, l'explication



réelle de la hausse des prix est que rien n'empêche les fabricants et les distributeurs des produits alimentaires de faire des marges énormes aux dépens des consommateurs, parce que l'économie capitaliste est prévue pour cela.

T. B.

La pauvreté n'est pas une fatalité

Selon l'enquête réalisée par le Credoc (Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie), le pourcentage des personnes qui se privent de nourriture en France est passé de 12 % à 16 % entre juillet et novembre 2022.

De plus en plus de gens ne parviennent pas à manger à leur faim, tant les prix dans l'alimentaire ont augmenté. Les plus touchés sont ceux qui ont les revenus les plus faibles, car ce sont les articles premier prix qui ont le plus augmenté. La nourriture est donc retirée du chariot car il y a le loyer à payer, l'essence ou la

carte de transport pour se rendre au travail, toutes ces charges incompressibles qui connaissent aussi l'inflation.

La faiblesse des revenus et l'augmentation des prix, voilà la cause de l'augmentation du nombre de personnes en précarité alimentaire. Augmenter les prix, réduire les effectifs, multiplier les emplois précaires, refuser d'augmenter les salaires... tout cela remplit les poches des actionnaires et vide les assiettes des travailleurs.

En fait, les profits des capitalistes sont indexés sur la pauvreté des travailleurs.

Joséphine Sina



La fête de Lutte ouvrière

Samedi 27, dimanche 28 et lundi 29 mai à Presles



Trois jours de fraternité

Dans une situation politique marquée par les attaques du gouvernement, la crise économique mondiale et les menaces de guerre, la fête de Lutte ouvrière sera une grande bouffée d'air.

Ceux qui refusent de se

résigner sont nombreux, trois mois de mobilisation contre la réforme des retraites l'ont montré, et cela est une source d'espoir.

Ces trois jours d'échanges, de joie et de fraternité seront aussi

l'occasion de se retrouver pour tous les travailleurs conscients de partager les mêmes intérêts contre leurs exploités par-delà les frontières, les mêmes idées communistes, internationalistes et révolutionnaires.



Meetings de **Nathalie Arthaud** dimanche et lundi à 15 heures

Préhisto-parc

Conférences avec des archéologues

Olivier Blin: la cuisson des céramiques • **Philippe Lorquet**: le fer, des étoiles au haut-fourneau • **Maxime Remicourt** et **Sarah Beiger**: les statuettes en argile • **François Dasset**: le plateau iranien et l'émergence de la civilisation • **Anne Hauzeur**: la fouille du cimetière du Vigneau • **Vincent Moure**: l'art préhistorique

Mini-conférences et ateliers

Les classes sociales et l'État en Égypte ancienne • Les Papous de Nouvelle-Guinée • Le tour de potier • Évolution biologique et culturelle • S'initier aux fouilles • L'apport du feu au développement de l'humanité • Le four à céramique • Initiation au tissage • La diversité des couleurs de peau et ses origines • Histoire de la préhistoire

Carrousel de la Connaissance

Luttes des classes et démocratie

Spectacle audiovisuel de 45 minutes

*Bal de nuit

Le grand bal de la fête aura lieu **toute la nuit de dimanche à lundi**, place de la Guinguette.

*Feu d'artifice

Devant le château, dimanche vers 23h.

*Flash Mob

Rendez-vous devant le Grand podium, dimanche à 15h30. Avec la participation du Cirque Ühler!

*Chanter des chants révolutionnaires

Au chapiteau Karl Marx samedi 21h et lundi 19h.

*Échec et Marx

Partie simultanée avec Jean-Philippe Karr, maître international, dimanche à 16h, place de la Guinguette.

*La Compagnie Jolie Môme

Retrouvez son atelier chanson-fanfare au Hêtre pourpre lundi à 16h30.

Au Grand Podium et au Théâtre de verdure

Samedi

- **Graines de sel**, chanson française, influences rock
- **Les Dames de la Joliette**, chansons de combat des rives de la Méditerranée
- **Sidi Wacho**, cumbia-hip-hop-Balkan
- **"La Belle Hélène"**, par Les Moyens du Bord
- **Chillpac**, neo soul
- **Fanchon Daemers**, chante Raoul Vaneigem
- **Barbara Bordes**, poèmes d'hier et d'aujourd'hui
- **Chla-Mydia**, chansons féministes
- **Frent**, rock

Dimanche

- **Évelyne Gallet**, chansons irrévérencieuses
- **Yves Jamait**, chanson française
- **Blick Bassy**, indie pop/afro-soul
- **Cumbia Ya!**, cumbia colombienne
- **Arnaud Dupont**, piano
- **"La Belle Hélène"**, par Les Moyens du Bord
- **Alvaro Bello Grupo**, jazz latino
- **La clown Olga Zelle**
- **Laurent Larcher Trio**, jazz
- **DJ RM**, electro dance music

Lundi

- **HYL**, rap
- **The Moonlight Swampers**, reprises rock
- **That's All Folk**, folksongs
- **Le Cabaret Lip**, par la Compagnie L'Occasion
- **Booze & Riots**, irish folk
- **Blues Non Stop**, reprises blues



Village médiéval

Forge médiévale, calligraphie, vannerie, travail du bois, herboristerie, travaux d'aiguilles, démonstrations de techniques de combat, de lutte ou de dague...

Spectacles

- **Le procès du Cochon**,
- **les Voleurs de feu**,
- **escrime médiévale**,
- **jeux médiévaux**,
- **acrobatie**,
- **jonglerie...**

Bal folk



Conférences sur le Moyen Âge

Cyril Marconi: le développement de la justice pénale dans les villes
Julie Pilorget: la condition des femmes
William Blanc: le mythe du roi Arthur Robin des Bois, histoire et légende.
Mathieu Scherman: le travail à l'époque médiévale

Côté pratique

La fête se déroule à Presles, dans le Val-d'Oise, le week-end de la Pentecôte: le samedi 27 mai de 11h à 23h, puis sans interruption du dimanche 28 mai à 9h au lundi 29 mai à 20h.

La carte d'entrée

La carte est valable pendant les trois jours de la fête. Elle coûte 25 euros. L'entrée est gratuite pour les enfants de moins de 14 ans accompagnés. Les cartes sont disponibles sur place et sur Internet.

Tout le programme détaillé: en ligne et en Pdf

fete.lutte-ouvriere.org



La fête de Lutte ouvrière

Tous les stands

Place de l'Églantine et allée de la Diane

- 2 Sous les pavés, les pages (bouquiniste)
- 3 Buvette de l'Églantine
- 4 Restaurant de l'Églantine
- 5 Le mini-golf
- 6 Manhattan bar
- 7 Tir à plomb (chantiers de l'Atlantique Saint-Nazaire)
- 8 Tir à l'arc (Sanofi Vitry-sur-Seine)
- 9 Lutte ouvrière – renseignements de la Diane
- 10 Les ballons de la Fête
- 11 La halle aux jeux
- 12 The Spark (États-Unis)
- 13 Old West Diner
- 14 Orienthé-vous (Allier)
- 15 Broadway Music Hall

Place du Grand Podium

- 16 Serpent à lumière
- 17 Accueil Nord et Belgique
- 18 Chorba – thé – gâteaux (Maubeuge – Fourmies)
- 19 La Carbonnade des camarades
- 20 Aux Moules frites
- 21 Disques
- 22 Le manège enfantin
- 23 Starbalète
- 24 La mare aux canards
- 25 Marionnettes
- 26 Exposition photos
- 27 À vos pinceaux
- 28 Quiches et tartes lorraines (Renault-Sovab Metz)
- 29 BRAsserie – Bund Revolutionärer Arbeiter (UCI Allemagne)
- 30 Accueil Est
- 31 Accueil Bourgogne
- 32 Visites guidées de la Fête
- 33 La fondue (Le Creusot Châlons-sur-Saône)
- 34 Village des comités
- 35 La halle aux jeux du cèdre
- 36 Food Truck (Avallon, Sens, Auxerre)
- 37 Barbe à papa
- 38 Jus de fruits Milk-shakes
- 39 Escargots
- 40 Crêpes canadiennes (Compiègne, Beauvais)
- 41 Fraternité à la menthe
- 42 Badge avenue
- 43 Bonbons (Hôpital d'Angers)
- 44 Harengs de la Baltique
- 45 Cartes postales (EDF)
- 46 Buvette du Grand podium
- 47 Restaurant du Grand podium
- 48 Flammekueche (SNCF Strasbourg)

Place Karl Marx

- 49 Gaufres de Liège et bières belges fruitées (Strasbourg)
- 50 Dédicaces du chapiteau Karl Marx
- 51 Au partage des profruits
- 52 La Dolina (Nanterre)
- 53 Accueil des tout-petits
- 54 Gargote des tout-petits
- 55 Ici, c'est l'andouillette (Safran)
- 56 Brin de fantaisie (Hôpital Sainte-Anne)
- 57 Mini pénalty
- 58 Mets les formes
- 59 Billard électrique
- 60 Accueil Le Mans, Chartres
- 61 Sardines grillées

Esplanade du château

- 62 Maffé – Spécialités africaines
- 63 UATCI (Afrique-UCI)
- 64 Animations
- 65 Snif Mucadelesi (Turquie-UCI)
- 66 Café turc – Döner Kebap
- 67 Buvette du phare
- 68 Le P'tit déj du port
- 69 Pizza, aïoli
- 70 Soupe aux choux
- 71 Accueil Sud Est
- 72 Lutte ouvrière – renseignements du Château
- 73 L'Internazionale (Italie-UCI)
- 74 OTR (Haïti-UCI)
- 75 Marmite haïtienne
- 76 Combat ouvrier (Antilles-UCI)
- 77 Menus d'Isles

Place la Guinguette

- 78 Mur d'escalade «les montagnes russes»
- 79 On en fait des caisses
- 80 Indoustand
- 81 Île de la Réunion
- 82 Rougail saucisses
- 83 Guinguette
- 84 Café de la Guinguette (CAF Paris)
- 85 Couscous
- 86 Resto-buvette des cheminots (SNCF)
- 87 Espace préhistoire
- 88 Espace céramique
- 89 Espace métallurgie
- 89 Barbouille
- 90 Échec et Marx
- 91 Cirque Ühler
- 92 Site de fouille
- 93 Jeux sur un plateau (Banque de France Paris)
- 94 Ici, on bulle
- 95 Lutte ouvrière renseignements de la Guinguette

Les cinq librairies

- La librairie du château
- La cité du roman
- La librairie de la Cité des sciences
- Sous les pavés, les pages (livres d'occasion)
- Le stand Toutes les publications de Lutte ouvrière.



Animations

- Le Cirque Ühler
- Le manège
- Le Petit train
- Le Fil tendu
- Le mur d'escalade
- La pyramide de caisses
- La musique dans les allées...

Arboretum

110 espèces d'arbres du monde entier
• 8 visites : Les écorces • L'arbre, quel être étonnant! • Les arbres voyageurs • L'arbre sensuel • L'arbre et les poètes • Dix arbres, dix histoires et une surprise!
• Le sexe sans complexe • À l'écoute des oiseaux de l'arboretum • Conférence de Jérôme Rousselet, entomologiste : arbres d'ici, insectes d'ailleurs • Documentaire : Le Génie des arbres • Exposition de l'association A.R.B.R.E.S. • Ateliers de la cabane

Cinéma

• Les Harkis, de Philippe Faucon. • De nos frères blessés, de Héliel Cisterne. • Annie colère, de Blandine Lenoir. • R.M.N., de Cristian Mungiu. • Les miens, de Roschdy Zem. • Nos frangins, de Rachid Bouchareb. • La conspiration du Caire, de Tarik Saleh. • La nuit du 12, de Dominik Moll. • Tirailleurs, de Mathieu Vadepied.

Documentaires : Claude McKay, de Harlem à Marseille, de Matthieu Verdeil • 1871, La commune – Portraits d'une révolution, de Cédric Condon • Mauvaises filles, de Émérance Dubas • The Wobblies, de Stewart Bird et Deborah Shaffer • The rebellious life of Mrs Rosa Parks, de Johanna Hamilton et Yoruba Richen • Le

Parti du Cinéma, de Pauline Gallinari et Maxime Grember • 19 mois de lutte des trois piquets de grève des Sans-papiers (collectif)

Nocturne en plein air :

pendant la nuit du dimanche au lundi, si le temps le permet.



La fête de Lutte ouvrière

Parcours dans les arbres

Un parcours homologué pour se faire peur en toute sécurité, sous la surveillance de moniteurs diplômés : tyroliennes, ponts de singe, échelles... Trois parcours de difficulté progressive. **Accessible sous conditions** d'âge (14 ans minimum) et de taille (1,50m minimum). Tarif : 5€

- 96 La coupe est pleine
- 97 Accueil Champagne-Ardenne
- 98 Fleurs de terre (minéraux)
- 99 Une souris rouge (RATP)
- 100 Tir à la patate

Allée de la libération des femmes

- 101 Tipi
- 102 Fléchettes
- 103 Lutte ouvrière

- 104 Accueil Centre (Orléans, Montargis, Bourges, Vierzon, Nevers, Limoges)
- 105 Jambon du Morvan
- 106 Le monde à la carte (Aulnay sous Bois)
- 107 Accueil Tours, Angers, Poitiers, Cholet
- 108 Dolce Vita
- 109 Bar à soupes (CHU Rouen)

- 110 Le grain de folie (Limoges)
- 111 Le frondeur du Poitou
- 112 Salades gourmandes (Orléans)
- 113 Gaufres Picardes (Amiens)
- 114 Restaurant
- 115 Tea break
- 116 Workers'Fight (Grande Bretagne-UCI)
- 117 Accueil Bretagne Normandie
- 118 Buvette
- 119 Brochettes grecques (Air France)
- 120 Voz Obrera (Espagne-UCI)
- 121 Puce Rouge

Esplanade des Sciences

- 122 Express café (ex Roussel Uclaf)
- 123 Charlottes (Lyon)
- 124 Foot et vélos en folie (La Poste Paris 14)
- 125 Bowling (Grenoble)
- 126 Le temps des fraises (Grenoble)
- 127 Lutte ouvrière renseignements de l'Esplanade
- 128 Confit social
- 129 Brick à l'œuf (PSA - Stellantis Poissy)
- 130 Accueil Bordeaux, Angoulême, Perpignan, Toulouse
- 131 Billard (La Poste Paris)
- 132 Cafétéria du chapiteau scientifique

Cité politique

- 133 Tendance bolchévique Internationale
- 134 Parti ouvrier indépendant démocratique (POID)
- 135 Prospettiva Marxista (Italie)
- 136 Gauche révolutionnaire
- 137 Pathfinder
- 138 Nouveau parti anticapitaliste (NPA)
- 139 Socialist Fight (Grande Bretagne)

- 140 CNT-SO
- 141 Cermtri
- 142 Lotta Comunista (Italie)
- 143 Tendance bolchévique
- 144 Révolution permanente
- 145 Bir-Kar (Turquie)
- 146 Groupe marxiste internationaliste
- 147 Socialisme ou Barbarie
- 148 Ligue pour la Quatrième internationale
- 149 Mouvement communiste
- 150 Les Amies et amis

- de la Commune 1871
- 151 Parti communiste d'Iran
- 152 OKDE (Grèce)
- 153 Tendance Marxiste Internationale
- 154 Librairie : toutes les publications de Lutte ouvrière

Place des cinémas

- 155 Lutte ouvrière renseignements
- 156 L'entracte (accueil cinémas)
- 157 Crêperie bretonne (Rennes)
- 158 L'huître ouvrière
- 159 Palet des jeux
- 160 Churros y chocolate (Air France)
- 161 Tapas, tortillas et lutte de classes
- 162 Paella valenciana

Cité des arts

- 163 Buvette
- 164 Mosaïques
- 165 Studio 2
- 166 Sculpture
- 167 Atelier sculpture
- 168 Petit salon
- 169 Atelier de peinture
- 170 Studio 1

Place Octobre 17

- 171 Burger et compagnie
- 172 Spécialités lyonnaises
- 173 Karaoké (Creil)
- 174 Fromages d'Auvergne
- 175 Accueil Clermont-Ferrand
- 176 Crottin chaud
- 177 Crêperie (Sanofi Vitry-sur-Seine)
- 178 Glaces et profiteroles
- 179 Spartakiades
- 180 Accueil Rhône-Alpes
- 181 Le petit atelier
- 182 C'est la cata

Village médiéval et Arboretum

- 183 Petit salé aux lentilles
- 184 Forge (Safran)
- 185 Forge ancienne (Alstom Belfort)
- 186 Rôtisserie de Sire Renault
- 187 Taverne de maître Taillevent
- 188 Galette saucisse (PSA Rennes)
- 189 Boissons médiévales (Montbéliard)
- 190 Vannerie/Travail du bois (Peugeot Sochaux)
- 191 Calligraphie
- 192 Lutte ouvrière renseignements
- 193 Place du village
- 194 Arboretum
- 195 Tour à bois



Pour venir

- **Train** : gare de Presles-Courcelles (ligne H depuis la gare du Nord) – départ toutes les heures à partir de 6h 34 – 38 minutes de trajet.
- **Cars gratuits** depuis le métro Saint-Denis-Université (ligne 13) : samedi 10h à 17h – dimanche 8h à 17h – lundi 8h à 14h. Retour : jusqu'à 23h le samedi, 1h 50 le dimanche, 20h le lundi.
- **Voiture** : merci de respecter les signalisations et les parkings réservés. Merci de proposer vos places disponibles sur les sites de covoiturage, par exemple sur mobicoop, qui est gratuit et non commercial : <https://tinyurl.com/FeteLO2023>

Nos amis les bêtes

Les chiens ne sont pas admis dans l'enceinte de la fête, à l'exception, bien entendu, des chiens d'aveugles.

Sécurité

Comme pour toutes les manifestations et rassemblements, nous devons procéder, pour la sécurité de tous, à des contrôles à l'entrée de la Fête.



La fête de Lutte ouvrière

Chapiteaux Karl Marx et Friedrich Engels

Samedi

- **Thomas Rose** : *Les socialistes en France de 1871 à 1914*
- **Judith Perrignon**, romancière : *Là où nous dansions*
- **Laurence De Cock** : *Une journée fasciste*. L'instituteur Célestin Freinet et ses diffamateurs
- **Serge Hercberg** : *Mange et tais-toi*. Un nutritionniste face au lobby agro-alimentaire
- **Renaud Piarroux**, épidémiologiste : l'histoire des épidémies
- **Jean-Jacques Marie** : *La collaboration Staline-Hitler*; pour la présentation de l'édition de *Comment la révolution s'est armée*, de Léon Trotsky

- **Comité des sans-papiers de Vitry**
- **Fabrice Riceputi** : *Des Maurice Audin par milliers*
- **Pauline Gallinari**, pour son film *Le parti du cinéma*
- **Michèle Audin et Laure Godineau** : *La Commune de 1871 en images*
- **Matthieu Verdeil**, pour son documentaire *Claude McKay, de Harlem à Marseille*

Dimanche

- **Alizée Delpierre** : *Servir les riches – les domestiques chez les grandes fortunes*
- **Jean-Yves Mollier** : *Histoire de la concentration dans le monde du livre*
- **Gérard Delteil** : la société de classe dans le miroir du polar
- **Anthony Galluzzo** : *Le mythe*

de l'entrepreneur – Défaire l'imaginaire de la Silicon Valley

- **Anne Besson et William Blanc** : *Dictionnaire du Moyen Âge imaginaire*
- **Anne Marchand** : *Mourir de son travail aujourd'hui – Enquête sur les cancers professionnels*
- **Abdellah Fraygui et Abdallah Moubine** : *Des vies pour l'égalité*
- **Mehdi Charef** : *La lumière de ma mère*
- **Chantal Cauquil et Arlette Laguiller** : le rôle du MLAC, le Mouvement pour la liberté de l'avortement et de la contraception
- **Jean-Yves Le Naour** : réalisateur du film *1871, la Commune - Portraits d'une révolution*

Lundi

- **Marie-Laure Dufresne-Castets et Pascal Moussy** : la défense du droit de grève
- **Marie Vaton** : l'esclavage moderne, base de la richesse des États du Golfe
- **Nicolas Hatzfeld** : *Les frères Bonneff, reporters du travail*.
- **Mylène Stambouli**, avocate :

le durcissement des lois contre les migrants

- **Christophe Darmangeat** : depuis quand les sociétés font-elles la guerre? Le cas de l'Australie aborigène.
- **Florian Mathieu** : *L'astronomie dans l'œuvre éducative du mouvement ouvrier au tournant du XX^e siècle*
- **Philippe Faucon** : réalisateur du film *Les harkis*

Présentation de livres

Guillaume Fondu, préfacier et traducteur, et **Éric Sevault**, éditeur : *Les Carnets de la Révolution russe*, de Nikolaï Soukhanov * **Marc Plocki** : pour la réédition des livres de Maurice Rajsfus, historien-militant * **Marion Leclair et Alexia Blin** : *Les articles du New-York Daily Tribune de Marx et Engels* * **Rémi Adam** : *Vendus contre des obus*, d'Alexei Kozlov * **Lucien Déroit**, préfacier : *Sur les piquets de grève, les femmes dans la grande grève des mines de l'Arizona de 1983*, de Barbara Kingsolver * **Henri Marnier**, préfacier : *Seuls les fous n'ont pas peur*, de Georg Scheuer

Chapiteau des Sciences

Samedi

- **Valérie Delattre** : les grandes épidémies de peste
- **Patrick Berche** : les pandémies virales contemporaines
- **Claire Mathieu** : ChatGPT
- **Paul Verdu** : la diversité des couleurs de peau
- **Pierre-Olivier Lagage** : le télescope spatial James Webb

Lundi

- **Roland Salessé** : le cerveau cuisinier
- **Edwin Roubanovitch** : la musique à la Préhistoire
- **Alain Riazuelo** : l'aventure de la Terre
- **Étienne Klein** : la démarche scientifique
- **Michel Viso** : les défis pour aller sur Mars

Les mini-conférences

Pour tous les goûts, pour toutes les curiosités, 35 exposés avec projections et démonstrations, par des conférenciers passionnés. Chaque mini-conférence dure 45 minutes, suivi d'un dialogue avec le conférencier.

Les ateliers

Venez mettre la main à la pâte : s'emmêle-t-on en faisant des nœuds? – Venez apprivoiser un robot! – Ici on fait parler les pierres – Le braille : un point de



vue – L'écriture cunéiforme – Les piles, ça vous branche? – Comment faire flotter ce qui coule, et inversement? – Découvrez le chou rouge sous toutes ses couleurs

La Roulotte de la Science

Animations scientifiques itinérantes : voyage dans le cosmos avec le télescope spatial James Webb.

Dimanche

- **Vincent Mourre** : les outils en pierre de nos ancêtres
- **Patrizia D'Ettore** : les fourmis et leur monde d'odeurs
- **Olivier Lambert** : quand les baleines marchaient sur la terre ferme
- **François Desset** : faire revivre les langues anciennes
- **Dalila Bovet** : l'intelligence des oiseaux
- **Antoine Balzeau** : une brève histoire des origines de l'humanité
- **Bahia Guellai** : les enfants face aux écrans

Cité des Arts

Ateliers, danse, conférences, concerts de musique commentés, calligraphie, modelage, peinture, sculpture, chant... Mille et une manières de s'initier et de pratiquer les multiples formes artistiques.

Marlène Assayag, cantatrice : conférence chantée sur l'opéra • Sur la cantatrice Cathy Berberian et la musique contemporaine • Reproduire les tableaux de maîtres • Karaoke révolutionnaire • Apprendre une chorégraphie • Le chant romantique allemand • Le théâtre de masque • La calligraphie arabe • La peinture abstraite • Le collage • Le modelage • Le Slam • L'univers de l'opéra



japonais • L'aquarelle • La fabrication du rouge en peinture • Le vitrail gothique • *Le Radeau de la Méduse* • Rembrandt, sa peinture, son époque • L'estampe japonaise • Le jazz • L'art de la mosaïque...

Forums politiques

Parmi les nombreux débats politiques et historiques organisés par Lutte Ouvrière et l'UCI

- Le scandale du chlordécone en Martinique et en Guadeloupe (Combat ouvrier)
- Les révolutionnaires et la guerre en Ukraine
- Mayotte : le nationalisme, poison mortel au service du capitalisme (Lutte ouvrière-La Réunion)
- Italie : Meloni, le retour du fascisme? (L'Internationale)
- La place des travailleurs dans Haïti sous l'emprise des gangs (OTR)
- Derrière les violences policières, la violence sociale

L'impérialisme français en Afrique
Retraites : limites et perspectives du mouvement

Avec nos camarades d'entreprise

- Explosion des profits, exploitation accrue! Les travailleurs face à l'offensive des capitalistes de l'automobile.
- La lutte pour un syndicat de combat et démocratique à PSA/Stellantis Poissy
- Cheminots : mobilisations sur les retraites, salaires et conditions de travail:
- Hôpitaux : progrès techniques et catastrophe sociale

Pour les enfants

Des dizaines de jeux d'adresse, sportifs, de réflexion, pour petits et grands, accessibles en permanence, gratuits pour la plupart. Sans compter le cirque Ühler, le Petit Train, le feu d'artifice et les spectacles dans les allées.

- **Une Carte Jeux**, gratuite, donne accès à de nombreux jeux et leur permet de se promener partout en toute liberté.
- **La Cité des jeunes**, une belle aire de pelouse et de



sous-bois avec animations, dessins animés, contes, jeux, sous la surveillance permanente d'adultes qualifiés.

• **La garderie**, où les bébés de plus de trois mois sont accueillis par des camarades compétents et attentifs.

G7 : le sommet des brigands

Organisé à Hiroshima au Japon du 19 au 21 mai, le traditionnel sommet du G7 a été, plus ouvertement que d'habitude, une rencontre des brigands impérialistes décidés à soumettre le monde à leurs lois et à leurs intérêts.

La Russie de Poutine et la Chine de Xi Jinping, pourtant deux puissances de taille, n'étaient pas conviées, tout en étant au centre des discussions, tractations et résolutions adoptées lors de ce sommet. D'autres grands pays, dits du « sud global », pour ne pas dire « pays pauvres », comme l'Inde, le Brésil ou l'Indonésie, étaient, eux, invités en simples observateurs à ce sommet des pays riches. L'un des objectifs de ce G7 était de faire pression sur ces États, qui refusent de se laisser enfermer dans une alliance exclusive derrière les États-Unis et tentent de conserver des relations économiques et diplomatiques avec la Russie.

Cette tâche est revenue au président ukrainien Zelensky, invité surprise du G7. Il a arraché au président indien la vague promesse « qu'il fera tout son possible pour mettre un terme à la guerre ». Zelensky a surtout obtenu l'accord du président américain Biden, accord jusque-là refusé, pour que les pays européens qui le souhaitent puissent livrer des avions de combat F16 à l'Ukraine, à condition de les déployer « uniquement sur le territoire ukrainien ». Si Macron, qui fait tout ce qu'il peut pour apparaître au centre du jeu, s'est gargarisé d'avoir mis un avion à la disposition de Zelensky, cette annonce de Biden montre, s'il le fallait, que les États-Unis sont les seuls maîtres

de la coalition occidentale contre la Russie. Mais ils sont aussi à la manœuvre contre la Chine.

Alors que les puissances impérialistes, États-Unis en tête, ne cessent d'utiliser les mesures protectionnistes, les sanctions et les rétorsions économiques ou financières contre les pays qui ne se soumettent pas assez vite aux intérêts de leurs capitalistes, elles accusent la Chine de pratiquer « la coercition économique ». C'est l'hôpital qui se moque de la charité ! Là encore, l'objectif des dirigeants américains au G7 était d'obliger leurs alliés, européens ou autres, à approuver les sanctions prises contre la Chine.

Déterminés à endiguer le développement économique de la Chine, en refusant par exemple de lui vendre les semi-conducteurs les plus performants, les États-Unis ne veulent pas laisser leurs concurrents européens



Le logo fleuri du G7 dans le parc du mémorial de Hiroshima.

poursuivre sans limite leurs échanges avec elle. La déclaration de Macron, faite il y a quelques semaines dans l'avion qui le ramenait de Chine, selon laquelle « la France ne doit pas être suiviste des États-Unis à propos de Taïwan », a fait des vagues. Mais la réalité, c'est que les capitalistes occidentaux n'ont d'autre choix que d'obéir pour ne pas être privés du marché américain et du dollar, monnaie internationale, aussi incontournable l'un que l'autre.

Ils prennent donc place dans la coalition, politique et militaire, qui resserre de plus en plus l'étau. Tandis que les sous-marins et navires militaires occidentaux croisent en mer de Chine, c'est cette dernière qui est accusée d'être va-t-en-guerre!

Décidément, ce G7 officiellement consacré au maintien de la paix aura rapproché un peu plus le monde d'une guerre généralisée.

Xavier Lachau

Ligue arabe : Ben Salman maître du jeu

Le 32^e Sommet de la Ligue arabe, qui s'est tenu le 19 mai à Djedda, en Arabie saoudite, a été marqué par le retour sur la scène diplomatique du dirigeant syrien Bachar al-Assad.



Assad accueilli par Ben Salman.

Après douze ans de mise à l'écart, Assad a été à nouveau autorisé à siéger aux côtés de la vingtaine de dirigeants regroupés au sein de cette organisation fondée au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale.

La Syrie avait été exclue en novembre 2011 de la Ligue arabe, celle-ci donnant comme prétexte le caractère sanglant de la répression menée alors par Assad pour se maintenir au pouvoir. En réalité, aucun des chefs d'États arabes ne

se soucie du sort de la population syrienne, à commencer par le plus puissant d'entre eux, Mohammed bin Salman, prince héritier d'Arabie saoudite. « MBS », comme on le surnomme, est à la tête d'un régime ultra-réactionnaire réprimant féroce ses opposants, qui sont emprisonnés et torturés par centaines. MBS a lui-même été mis à l'index quelque temps par les États occidentaux pour avoir fait enlever, assassiner et découper

en morceaux le journaliste saoudien exilé aux États-Unis, Jamal Khashoggi. Depuis 2015, l'Arabie saoudite se livre à une guerre destructrice au Yémen, qui a plongé ce pays dans l'une des plus graves crises humanitaires au monde.

En se prononçant en faveur de l'exclusion de la Syrie, les dirigeants saoudiens s'étaient comportés en alliés fidèles de l'impérialisme américain, et dans la continuité de la politique menée depuis la naissance de l'Arabie saoudite. Ils y avaient vu en même temps une occasion d'affaiblir un État du Moyen-Orient avec lequel ils étaient en rivalité de longue date. Mais depuis quelques années, à l'initiative de MBS, le régime saoudien tente de prendre une certaine distance vis-à-vis des États-Unis, et la réintégration d'Assad constitue l'une des manifestations de ce virage diplomatique.

D'une façon plus spectaculaire encore, défiant doublement les dirigeants américains, le chef de la diplomatie saoudienne s'est rendu à Pékin au mois de mars pour signer un accord de détente avec l'Iran. L'Arabie saoudite espère

certainement que l'influence de l'Iran pourra faciliter la conclusion d'un accord de cessez-le-feu durable au Yémen, pour mettre fin à une intervention militaire qui lui coûte de plus en plus cher.

Au-delà de cette préoccupation, l'Arabie saoudite a manifestement l'ambition d'utiliser sa puissance financière pour jouer un rôle indépendant sur la scène internationale. Refusant le ralliement au camp occidental, MBS s'est dit « prêt à mener des efforts de médiation » entre Kiev et Moscou. Ainsi, il y a quelques mois, il a refusé d'augmenter sa production pétrolière pour atténuer la crise énergétique résultant du conflit, comme le lui demandait

Washington. Mais, dans le même temps, il a annoncé « une aide humanitaire » de 400 millions de dollars à l'Ukraine. À l'occasion du Sommet de la Ligue arabe, MBS a pu renouveler ce jeu d'équilibriste en invitant Zelensky à faire étape à Djedda lors de son voyage vers le Japon pour le G7.

Alors que les États-Unis redoublent d'efforts et de pressions pour constituer un réseau d'alliances face à la Russie et à la Chine, des États qui en ont les moyens, comme l'Arabie saoudite, voudraient pouvoir jouer leur propre jeu dans l'affrontement qui se prépare... ou se mettre en position de vendre leur soutien au plus offrant.

Marc Rémy

Lisez *Lutte de classe*, revue de l'Union communiste internationaliste

Au sommaire du numéro 232 (mai-juin 2023)

- *PSA-Stellantis - Poissy : pour la démocratie ouvrière et syndicale*
- *L'intelligence artificielle*
- *La résurgence du pacifisme*
- *Afrique : une aide intéressée*
- *La voiture électrique*
- *Engels et la classe ouvrière anglaise*

Prix : 2,50 euros – Envoi contre cinq timbres à 1,28 euro.

Grèce : Tsipras paye sa politique

En Grèce, le Premier ministre sortant, Kyriakos Mitsotakis, chef du parti de droite Nouvelle Démocratie, est arrivé en tête des élections législatives du 21 mai. Avec 40% des voix, et 146 députés sur 300, cette victoire ne lui permet cependant pas de constituer le gouvernement qu'il souhaite sans recourir à une alliance.

Un second tour pourrait déboucher sur la constitution du deuxième gouvernement Mitsotakis, aussi radicalement à droite que le précédent. Son principal opposant à la tête de la coalition de gauche Syriza, Alexis Tsipras, suit Mitsotakis de beaucoup plus loin que les sondages ne le prévoyaient, avec 20 % des suffrages et 71 députés au lieu de 86 en 2019. Puis viennent les socialistes du Pasok-Kinal (Parti socialiste-Mouvement pour le changement) qui ont obtenu près de 11,5 % des voix et 41 sièges au lieu de 22, et le parti

communiste KKE avec 7,2 % et 26 sièges au lieu de 11 aux élections précédentes. Le dernier parti à dépasser les 3 % nécessaires pour avoir des députés est la Solution grecque (4,5 % et 16 députés au lieu de 10) un parti d'extrême droite nationaliste.

Tsipras est le grand perdant, et il a payé le prix de sa politique. Élu en 2015 sur la promesse de s'opposer aux diktats de l'Union européenne, il a cédé et a accepté de faire peser sur la population tout le poids des économies exigées par les financiers. Les années Tsipras de 2015 à 2019 ont

laissé le souvenir d'un chômage massif, de fermetures d'entreprises, de services publics de plus en plus dégradés, de salaires et de retraites amputés.

Après avoir ainsi déçu profondément les électeurs des classes populaires, ce n'est pas le programme électoral de 2023 de Tsipras, qui se voulait de centre gauche, qui pouvait lui reconquérir d'anciens électeurs. Tant qu'à faire, certains d'entre eux sont sans doute retournés vers le Pasok, pendant que d'autres se repliaient vers le KKE dont la rhétorique se veut radicale, et d'autres encore vers la droite, y compris dans les milieux populaires.

Après douze années d'austérité, sous divers gouvernements, Mitsotakis, lui, a bénéficié d'un répit et de la sollicitude des banques.

Il s'est vanté du retour des affaires, de la baisse du chômage, affichant près de 11 % contre le double il y a dix ans. Il a porté le salaire minimum à 780 euros. Il a aussi joué sur la peur de la guerre, qui pourrait venir du voisin turc, et aussi sur la peur des migrants, surtout dans le nord du pays, où il a promis de prolonger la barrière à la frontière turque. Il a surtout joué sur la crainte de retrouver l'instabilité des années passées et a été aidé par les désillusions créées par les gouvernements précédents.

Ce dirigeant de droite extrême est un pilier de l'Église et s'affiche comme un partisan de l'ordre. Il est soupçonné d'utiliser les services secrets pour espionner les journalistes et les hommes politiques, il prétend ignorer les push-back,

ces renvois criminels d'immigrants à la merci de la mer alors qu'une vidéo vient de révéler ce procédé utilisé par ses services.

Malgré les promesses de Mitsotakis, la politique d'un nouveau gouvernement de la droite accroit le fossé entre la situation d'une bourgeoisie grecque qui prospère, et les travailleurs souvent sous-payés, aux emplois précaires, victimes de l'inflation et dont plus de 26 %, selon Elstat, l'institut grec des statistiques, risquent de tomber dans une plus grande pauvreté.

Les travailleurs, les jeunes ont heureusement montré qu'ils savent réagir comme ils l'ont fait en manifestant récemment après la catastrophe ferroviaire due à la politique criminelle des pouvoirs publics.

Sylvie Maréchal

Italie : catastrophe climatique et catastrophe sociale

Les pluies intenses qui se sont abattues entre le 15 et le 17 mai ont provoqué des inondations, des coulées de boue et des affaissements de terrain en Romagne, dans le nord-est de l'Italie. On compte au moins 14 morts, près de 14 000 personnes évacuées, des kilomètres de route impraticables, des milliers de bâtiments compromis et des récoltes détruites. Les dégâts se chiffrent aux alentours d'un milliard d'euros. Nous reproduisons ci-dessous des extraits d'un article de nos camarades de l'Internazionale (Italie - UCI):

Comme cela se produit parfois, ces inondations mettent en évidence les carences, les incompétences la corruption, les escroqueries et les négligences criminelles des autorités régionales et des gouvernements successifs.

L'Émilie-Romagne est l'une des régions les plus bétonnées d'Italie, avec 9 % des sols rendus imperméables. En 2021, elle figurait à la troisième place des régions les plus consommatrices de sols « avec plus de 658 hectares recouverts dans l'année, représentant à elle seule 10,4 % de la consommation des sols nationale ».

Dans une interview publiée par *La Stampa* du 18 mai, le météorologue Luca Mercalli parle « d'ignorance volontaire », car rien n'est mis en œuvre, malgré les montagnes d'articles et de rapports qui documentent

les effets catastrophiques du changement climatique. [...] Parmi les mesures immédiates à prendre, Mercalli

explique : « *Il faut étudier la situation de chaque bassin, avec tous les interlocuteurs compétents, des ingénieurs aux agronomes en passant par les forestiers. Ensuite, il faut abattre, et reconstruire loin des lits des rivières.* »

Mais réunir les « compétences », c'est-à-dire les compétences techniques et scientifiques de la société, n'a de sens que si leurs évaluations peuvent entraîner des décisions pratiques et concrètes. Faute de quoi, elles ne sont qu'un paravent

qui masque le problème de fond. [...]

« Toutes les compétences » ne sont réunies et surtout écoutées que lorsqu'elles servent, directement ou indirectement, la machine économique capitaliste et le contrôle social de la population. Ainsi, les décisions qui concernent, comme dans le cas présent, la sécurité des populations et du territoire, sont amputées dès leur naissance par les intérêts des constructeurs, qui font plus de profit

en économisant sur les matériaux utilisés, par les pouvoirs centraux et locaux, qui font passer leurs intérêts politiques avant l'efficacité et la durabilité des interventions, par les entreprises qui oublient rapidement les dégâts, même lorsqu'elles les ont subis elles-mêmes, pour se concentrer sur le meilleur moyen d'enregistrer le plus possible d'aides publiques.

L'humanité possède toutes les connaissances scientifiques et techniques pour construire des bâtiments et des routes qui puissent résister aux catastrophes naturelles et pour décider de leur implantation loin des zones à risque, comme les lits des rivières et des fleuves.

Le changement climatique, désormais reconnu par toute la communauté scientifique, peut être combattu, à condition que l'ensemble de la société ait le droit et le pouvoir de réguler la production suivant l'intérêt collectif, alors que les rapports capitalistes de production empêchent l'humanité d'affronter les conséquences d'événements qui risquent de la détruire.

L'Internazionale



À Forlì le 17 mai.

SNU: L'embrigadement de la jeunesse

Le gouvernement souhaite étendre son service national universel (SNU). Pour cela, il veut mettre en place un stage de douze jours pour les classes de seconde, dès la rentrée de septembre. Ces journées comporteraient diverses activités, entamées par la levée du drapeau et le chant de *La Marseillaise*, avec port de l'uniforme.

La première version du SNU n'avait pas eu le succès attendu. En 2022, 32 000 adolescents ont participé aux séjours dits de cohésion du SNU, un nombre deux fois supérieur à celui de 2021, mais resté bien en deçà de l'objectif de 50 000 que s'était fixé le gouvernement. Ce n'est encore qu'une toute petite partie de la jeunesse. Le gouvernement implique donc désormais les directions des lycées dans son recrutement : ils pourraient inscrire des classes, dites « d'engagement », dans le « séjour de cohésion » du SNU.

Malgré son qualificatif d'universel, le SNU vise la cohésion des jeunes derrière l'État des capitalistes. En 1914, en 1939, puis avec la guerre d'Algérie, c'est avec ce même drapeau national

et son hymne que l'État envoyait les soldats mourir dans des guerres pour les intérêts de la bourgeoisie. Jusqu'en 1997, le service militaire obligatoire fournissait chaque année des dizaines de milliers d'appelés, la matière première qui justifiait le maintien du corps des officiers d'active. C'était en plus une école d'obéissance à l'autorité pour les jeunes. Aujourd'hui de nouveau, avec la guerre en Ukraine et les menaces de généralisation, le gouvernement pourra utiliser le SNU, mais aussi le service civique, le service militaire volontaire, ou la journée défense et citoyenneté obligatoire pour l'embrigadement de la jeunesse dont la bourgeoisie aura besoin afin de mener ses guerres.

Charles Legoda

Lycée Paul-Éluard – Saint-Denis: les bâtiments prennent l'eau

Le lycée Paul Éluard de Saint-Denis, en Seine-Saint-Denis, va fêter l'an prochain ses soixante ans d'existence. C'est peu pour un bâtiment, et pourtant il menace de tomber en ruines.

Cet hiver déjà, il faisait 13 à 14° dans les salles du lycée tant l'installation de chauffage est vétuste et les fuites de canalisations d'eau chaude multiples. Quant aux fenêtres, elles ne ferment plus dans bien des salles. Mais depuis le printemps, ce sont les inondations qui menacent. Mardi 9 mai, les cours ont repris sans le pôle vie scolaire dont le faux-plafond s'est effondré. Plusieurs salles ont été condamnées à cause d'une fuite venant du toit terrasse. D'autres bâtiments ont aussi vu fleurir les seaux.

Le conseil régional, en charge des bâtiments, ne pouvait plus ignorer longtemps cette situation. Une équipe de la région et un

élu se sont donc déplacés pour constater les dégâts et envisager des solutions. Ils ont été accueillis par 46 enseignants et membres du personnel de la vie scolaire, en droit de retrait. Le matin même, un ballon d'eau chaude avait cédé, coupant l'électricité dans les locaux de la direction et inondant les bureaux dont les faux-plafonds se sont également effondrés. Cet inventaire à la Prévert n'est pas fini : si l'hiver il fait froid, il fait maintenant plus de 35° dans les logements de fonction, l'installation de chauffage étant complètement déréglée. Un enseignant s'est même brûlé en se lavant les mains à l'eau chaude, dont la température dépasse



Lycée Théodore-Monod – Noisy-le-Sec: la mobilisation continue

Après plusieurs semaines d'assemblées générales et des journées de blocage du lycée, en particulier pour les examens, un rassemblement était organisé devant le lycée Théodore-Monod de Noisy-le-Sec, en Seine-Saint-Denis, mardi 23 mai, pour continuer de protester contre le projet de réforme des lycées professionnels du gouvernement Macron.

Cent-cinquante personnes, enseignants, élèves, parents d'élèves, élus locaux, sont venues dénoncer la création ou la suppression des formations au bon vouloir du patronat local. En Seine-Saint-Denis, après la fermeture de nombre d'entreprises, la menace pèse sur les formations dans le tertiaire et l'industrie. Une enseignante dans la mode ironise en disant que tous les jeunes vont devoir choisir sa filière, vu

que seuls restent Chanel et Hermès implantés à Pantin, ville voisine de Noisy-le-Sec. Plusieurs ont protesté contre le mépris social du gouvernement lorsqu'il envisage de donner à un lycéen de terminale une « gratification » de 100 euros par semaine pour les stages

en entreprises. Cela fait 2,80 euros de l'heure payés par l'État ! Et la poursuite des suppressions d'heures d'enseignement utiles à la culture générale choque autant les lycéens que les enseignants.

Que ce soit avant d'avoir commencé à travailler ou au moment de cesser, le gouvernement s'en prend à l'ensemble du monde du travail. Bien conscients qu'il s'agit d'un même combat, ils ont pris rendez-vous pour les prochaines journées d'action.

Correspondant LO

Pyrénées-Orientales: des restrictions d'eau difficiles à avaler

Suite à l'arrêté préfectoral officialisant le passage du département en « crise sécheresse » à compter du 10 mai, de nombreuses mesures de restrictions d'usage de l'eau sont mises en place, concernant l'agriculture, le remplissage des piscines, le lavage des voitures ou de la voirie, l'arrosage des golfs et des jardins...

Ces mesures touchent et inquiètent aussi une partie de la population modeste, pour qui l'entretien d'un petit potager n'est pas un loisir, mais bien une ressource non négligeable pour s'alimenter avec des fruits ou légumes devenus hors de prix dans le commerce. Dans les réunions organisées à ce sujet par les mairies, la colère s'exprime pour contester ces restrictions concernant les potagers familiaux, surtout quand on sait que par ailleurs tout sera fait pour préserver l'activité touristique du bord de mer, grosse consommatrice d'eau, tout comme la production agricole semi-industrielle. Et comme l'ont demandé certains : où est la logique écologique et économique

consistant à priver des foyers de faire pousser leurs propres tomates et à les envoyer à des dizaines de kilomètres en acheter à six euros le kilo en supermarché ?

Certes, des dérogations sont finalement prévues aussi pour un arrosage limité des potagers vivriers, à condition que les communes les obtiennent de la préfecture, et qu'elles engagent des mesures d'économies d'eau. Mais comme toujours dans cette société, les « décideurs » ont décidé sans se préoccuper des conséquences pour la population modeste, dont ils négligent les difficultés à faire face à une situation économique qui ne cesse de se dégrader.

Correspondant LO

Vertbaudet – Marquette-lez-Lille : face aux grévistes, la violence de l'État

Depuis le 20 mars, 72 ouvrières (parmi lesquelles quelques hommes) de l'entrepôt de Vertbaudet font grève pour une augmentation de salaire de 150 euros. La paye étant autour du smic, il s'agit de pouvoir faire vivre dignement leurs familles de leur travail.

La direction, qui a déclaré 27 millions de bénéfices en 2022, refuse d'augmenter le taux horaire et ose leur proposer de travailler plus si elles veulent gagner plus. Pour briser la grève, elle s'est appuyée sur les différents rouages de l'État. D'abord un huissier de justice est venu assigner six grévistes qu'elle a ensuite convoqués pour des entretiens préalables à

licenciement. Ensuite, le tribunal a validé l'embauche d'intérimaires pour remplacer les grévistes. En parallèle, les CRS sont intervenus régulièrement pour garantir l'entrée et la sortie des camions sur le site, allant jusqu'à arrêter violemment deux militants venus en soutien aux grévistes.

Cela n'ayant pas suffi à briser la grève, mardi

16 mai, une soixantaine de CRS, avec matraques et boucliers, ont démantelé le piquet de grève. Un agent de cette milice patronale en uniforme a agressé une gréviste en l'étranglant et en lui tordant le bras devant ses camarades. Comme l'a dit une gréviste dans la manifestation qui a suivi: «*On voit maintenant que la démocratie, ce n'est que des mots*».

L'État s'est mis au service des actionnaires de Vertbaudet, parmi lesquels on retrouve la famille de François Fillon et la famille Schlumberger.

Le soir même, des

individus ont voulu terroriser un délégué CGT. Devant son domicile, ils l'ont traité de «*sale gréviste*» devant son fils. Ils l'ont ensuite emmené de force en voiture, lui ont craché au visage et l'ont gazé, avant de l'abandonner une dizaine de kilomètres plus loin.

Le lendemain, des CRS étaient présents devant l'entrepôt. Des blocs de béton avaient été installés par la mairie pour empêcher le rétablissement du piquet. Le CRS qui avait agressé la gréviste la veille paraissait fièrement. Mais l'ouvrière qu'il avait tapée était là aussi,

avec ses collègues: «*Même si j'ai mal, même si on a eu peur, je suis debout*». Les grévistes ont vu avec stupéfaction le spectacle de l'entrepôt bunkerisé et les cars de CRS qui escortaient le DRH pour entrer sur le site: «*Comme si on était des terroristes, et qu'on allait l'attaquer, c'est ridicule!*»

Fières d'avoir gagné la bataille de la dignité, et renforcées par les nombreux soutiens à leur caisse de grève, les grévistes affirment: «*Même sans les tentes, on continue! En plus, on a du bol, il va faire beau*».

Correspondant LO



Un communiqué de Nathalie Arthaud

Toute ma solidarité et mon admiration pour les ouvrières qui font grève depuis 59 jours. Leur revendication, 150 euros d'augmentation pour des salaires inférieurs à 1500 euros, est mille fois légitime. Le patron ne veut pas des salariés, il veut des esclaves!

Et que fait l'État? Il envoie des policiers contre

les grévistes. Violences, insultes, haine antiouvrière... La police au service de l'exploitation la plus brutale se transforme naturellement en milice patronale.

Force aux ouvrières de Vertbaudet qui ont déjà gagné leur combat pour la dignité.

Le 17 mai 2023

HCL-Lyon: la misère sous un vernis de modernité

Les hôpitaux, comme les États et les entreprises, sont soumis à un système de notation pour estimer leurs capacités financières à rembourser leurs dettes.

Aux Hospices civils de Lyon (HCL), l'agence privée Moody's, qui a effectué cette évaluation, a attribué la note A1, une note élevée malgré leur endettement important.

Visiblement, la politique d'économies des HCL et les garanties de l'État ont joué en leur faveur. Récemment, pour emprunter un montant de 10 millions d'euros sur vingt ans auprès d'Arkéa Banque, les HCL ont contracté un prêt dit «à impact». Il s'agit d'un nouveau produit financier dont le taux est basé sur 45 critères, évalués par Ethifinance, basés entre autres sur l'environnement, le social ou la gouvernance. Les besoins en soins des patients ne sont, quant à eux,

pas pris en compte.

Pour plaire à ces agences de notation, les dirigeants des HCL ont créé une direction de l'innovation et de l'écologie, fait appel à des entreprises privées et des cabinets d'audit comme McKinsey, et fait tourner à plein régime le service de communication. À coups de campagnes promotionnelles, les HCL s'autoproclament «hôpital de demain» et se vantent d'être dans «l'excellence».

Pour les hospitaliers, la réalité est bien différente. À l'hôpital de La Croix-Rousse, tout le système de canalisation est vétuste, entraînant régulièrement des fuites et des effondrements de plafonds dans plusieurs

bâtiments, y compris dans les locaux tout récents d'une salle de coronarographie. Avec les fenêtres mal isolées, les travailleurs doivent ajouter des chauffages d'appoint en hiver et crèvent de chaud en été. Les nouveaux appareils de scanners et d'IRM, dans lesquels la direction a investi, ne sont pas toujours accessibles à cause du manque de personnel, des pannes et des plages horaires réservées au secteur privé. Dans le bâtiment des maladies infectieuses, inauguré en grande pompe et présenté dans la presse comme une «prouesse de technologie», la moitié des lits d'hospitalisation est fermée par manque de personnel et les chambres avec sas n'ont jamais été occupées. Les hospitaliers n'ont que très rarement accès aux formations obligatoires et

essentielles de type incendie, urgences, ou gestuelles. Les pénuries de médicaments, ou de matériel aussi essentiel que des électrodes pour les défibrillateurs, sont monnaie courante.

La direction des HCL axe son discours sur la modernité et l'écologie mais, pour les hospitaliers, c'est toujours l'incurie, les pénuries et le délabrement qui rythment

le travail. Les travailleurs des hôpitaux et les patients n'ont que faire de paroles et de discours, ils sont les mieux placés et auraient tout à gagner à prendre eux-mêmes la gestion, les décisions d'investissement et la direction des établissements de santé pour répondre aux besoins réels qui sont les leurs.

Correspondant LO.



Mobilisation du personnel des HCL en 2022.

PSA – Poissy : intérimaires en colère

Vendredi 12 mai, 70 ouvriers intérimaires de l'équipe de nuit de l'usine PSA de Poissy, dans les Yvelines, ont débrayé. Les raisons de la colère se concentrent autour des salaires et des cadences. Les intérimaires sont au total 450 sur l'ensemble de cette usine de montage automobile et ils sont majoritaires sur certaines chaînes du Montage.

Nombre d'intérimaires se sont retrouvés avec la paye du mois d'avril amputée de 200 à 300 euros, pour se retrouver avec 1 100 euros voire 1 000 euros pour ceux qui sont en équipe 2x8. Pour ceux qui étaient déjà à l'usine en mars, cela fait deux mois de suite que ni PSA ni les entreprises d'intérim ne payent les journées de chômage partiel. « *Quand tu viens travailler, ce n'est pas pour toucher une misère* », disaient avec colère les grévistes rassemblés.

Les patrons, PSA et les entreprises d'intérim, se renvoient la balle ; une façon d'être complices pour ne pas payer le chômage. Mais tout le monde voit bien qu'en tant que donneur d'ordres, PSA est le premier responsable. À cela s'ajoute la combine de PSA qui interrompt le contrat d'un intérimaire le temps d'un pont avec un jour férié pour reprendre ensuite immédiatement le même ouvrier au

même poste : tout pour ne pas avoir à payer les ponts avec les jours fériés ou des jours de chômage.

Sur les cadences, la direction utilise dans les trois équipes du Montage un dispositif GJP (garantie journalière de production) lui permettant d'imposer de travailler pendant dix minutes supplémentaires en prenant sur une des deux pauses de vingt minutes. D'exceptionnel, ce vol de la pause est devenu quotidien. En équipe de nuit, la cadence est régulièrement poussée à fond. Dernièrement, le record a été atteint, avec 293 voitures au lieu des 266 prévues. C'est tout cela que les grévistes sont allés dire collectivement au chef d'atelier de nuit (RG).

Les chefs ont réagi en menaçant les grévistes d'être mis en fin de mission et sur liste rouge. Les entreprises d'intérim les ont bombardés de SMS, commençant par rappeler que le droit de

grève est un droit, poursuivant sur d'autres façons de faire... et finissant par dire qu'un intérimaire n'aurait pas le droit de quitter son poste sans l'autorisation d'un chef. Curieuse conception du droit de grève.

Peine perdue, la contestation est toujours là et s'est aussi exprimée en journée. Mardi 16 mai, en équipe du matin, 40 ouvriers se sont réunis et 30 ont poursuivi par un débrayage et une tournée d'atelier, ce qui a arrêté les lignes du Montage. Le responsable des Ressources humaines (RH) présent a refusé de répondre aux grévistes. Le lendemain, 15 ouvriers de nuit ont de nouveau débrayé en début de poste.

Lundi 22 mai, la direction, craignant un nouveau débrayage, avait rassemblé plusieurs dizaines de cadres et un huissier de justice près d'un des lieux de pause du Montage. Les ouvriers autour commentaient cette peur d'une nouvelle grève éprouvée par la direction.

Les travailleurs intérimaires eux, étaient contents d'avoir marqué le coup, et bien conscients qu'il leur faudra recommencer en étant plus nombreux.

Correspondant LO



L'association des livreurs à vélo.

Livreurs à vélo Bordeaux : conditions inacceptables

Des travailleurs sans papiers, livreurs à vélo pour Uber Eats ou Deliveroo, viennent de s'organiser en association à Bordeaux.

Pour obtenir leurs papiers, il leur faudrait un emploi déclaré et un domicile et, pour cela, il faut disposer d'une carte de séjour : voilà le cercle vicieux dans lequel ils sont enfermés. Les conditions d'obtention de papiers n'ont cessé de se durcir. Et quand les autorités semblent entrouvrir la porte de la régularisation, comme l'a fait une circulaire due à Valls et datant de 2012, c'est une hypocrisie de plus, car elle réserve cette possibilité, « *à titre exceptionnel et au cas par cas* », à ceux qui peuvent justifier d'un emploi déclaré.

Ce qui leur est justement impossible.

Travaillant tôt le matin jusqu'à tard le soir pour 2,35 euros la course, ces livreurs sont exploités par les plateformes qui savent parfaitement qu'une grande partie d'entre eux sont en situation irrégulière. Comme ils le disent : « *Nous ne profitons pas du système : le système profite de nous* ». Et ils parlent de grève pour défendre leurs intérêts.

Ces travailleurs font partie du camp des exploités et ils doivent avoir le soutien de tous.

Correspondant LO

QUI SOMMES-NOUS ?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),
membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quatre-vingt-dix-neuf ans à partir du 1^{er} janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal mai 2023.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, pré-

nom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser

un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe
 Nom Prénom
 Adresse
 Code postal Ville
 Ci-joint la somme de :
 Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
Destination			
France, Outre-mer	25 €	50 €	18 €
Outre-mer avion	33 €	65 €	20 €
Reste du monde	43 €	85 €	25 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet
www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org
Vidéos www.lutte-ouvriere.org/multimedia
Audio-LO www.lutte-ouvriere-audio.org

Mayotte : destruction autorisée, Darmanin jubile

Lundi 22 mai, à Mayotte, les pelleteuses entraînent en action pour démolir le bidonville Talus 2, sous bonne garde de forces de police déployées comme sur un terrain de guerre.

Au même moment, le ministre de l'Intérieur, Darmanin, revendiquait cette action en déclarant : « *Le volontarisme politique paye : nous continuons la destruction des bidonvilles, dans lesquels habitaient de nombreuses familles dans des conditions indignes, en proposant des relogements.* » Mais de quels relogements parlait-il ? Un père tentait de conserver un peu de tôle pour se mettre à l'abri, car le prétendu relogement de cette famille, parfaitement en règle, est proposé à l'autre extrémité de l'île :

« *Les enfants ne peuvent pas être changés d'école à deux mois des vacances. Je préfère qu'on reste ici, que les enfants continuent d'aller à l'école. On peut dormir sur la terrasse* », disait-il.

Les services de l'État ont dénombré 162 cases à démolir dans ce bidonville, a précisé le préfet Thierry Suquet : « *On peut considérer aujourd'hui que la moitié des familles qui vivaient dans ce quartier ont été relogées* », a-t-il assuré. Même si c'était vrai, que devient donc l'autre moitié ?

Choléra : les profits avant la santé...

L'ONU a lancé une alerte sur une « pandémie des pauvres », l'épidémie de choléra qui touche près d'un milliard de personnes dans 43 pays, les plus pauvres bien sûr.

En effet, alors que le choléra reculait depuis dix années à l'échelle mondiale, la tendance s'est inversée en 2021 et, depuis le début de 2023, vingt-quatre pays ont signalé des épidémies, contre quinze en 2022.

Des pays non touchés par le choléra le sont désormais et les taux de mortalité dépassent celui habituellement constaté de 1 %, avec une mortalité accrue chez les enfants où les diarrhées et vomissements peuvent être particulièrement dangereux. On connaît parfaitement les causes de cette maladie, due à une bactérie présente dans l'eau et avant tout liée aux conditions de vie des plus pauvres sans accès à l'eau potable, à l'hygiène élémentaire et aux soins. C'est la pauvreté qui tue dans bien des pays du tiers-monde ravagés pour certains par des guerres qui obligent à des déplacements de populations. Et c'est sans parler des changements climatiques, cyclones, inondations, etc.

Le directeur de l'Unicef déclare : « *Nous savons exactement comment arrêter cette pandémie, mais nous avons besoin de plus de soutien et de moins d'inertie de la communauté internationale.* » Il faudrait investir dans les services de santé et d'eau

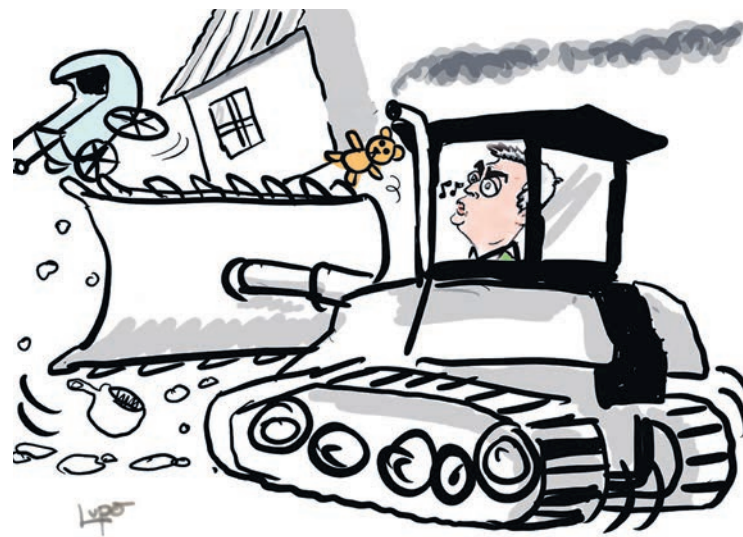
potable, investir dans le développement des médicaments. L'OMS et l'Unicef demandent 640 millions de dollars dans l'année pour intervenir efficacement et mettre à la disposition des pays touchés les moyens de réhydrater les malades et de leur fournir les antibiotiques nécessaires. Il faudrait aussi disposer du vaccin efficace qui fait défaut. Alors que 18 millions de doses seraient nécessaires, les laboratoires qui les fabriquent n'en ont fourni que 8 millions, considérant sans doute que ces populations pauvres n'ont pas les moyens de payer. L'OMS, ne pouvant obtenir ces doses, a donc recommandé une seule dose de vaccin au lieu de deux, couvrant en quelque sorte cette situation scandaleuse de son autorité scientifique.

Traiter le choléra, empêcher sa propagation et sauver près d'un milliard de personnes, « *c'est facile et simple* », comme le reconnaît l'Unicef. Mais, au lieu des 640 millions de dollars qui seraient nécessaires, des milliards de dollars sont votés pour des budgets militaires. Ce n'est pas de « *l'inertie de la communauté internationale* » qu'il faut parler, mais de choix conscients et criminels.

Cédric Duval

La vice-présidente de la Ligue des droits de l'homme, Marie-Christine Vergiat, soulignait le problème : « *La première chose, quand on veut lutter contre l'insalubrité, quand on est dans une situation de misère comme celle de Mayotte, c'est de construire des logements. Et moi je ne comprends toujours pas pourquoi on mélange la question de l'insalubrité de l'habitat, la question de la délinquance et la question de l'immigration irrégulière.* »

En effet, le dénuement dans lequel est plongée la population de Mayotte est le fruit d'une longue histoire, dont les seuls responsables sont l'administration française et les gouvernements de droite et de gauche qui se sont succédés. Il y a aussi la question de l'eau, nécessitant des mesures comme des retenues collinaires, qui a été laissée en déshérence depuis des décennies, imposant à la population des tours d'eau (coupures) la moitié de l'année. Sur décision de la préfecture, il a été décidé un troisième tour d'eau nocturne à partir du lundi 22 mai. Le mois suivant, les coupures passeront même à quatre par semaine.



« *Tout le monde ne peut pas rentrer avant 17 heures, et partir avant 7 heures du matin* », dit une mère de famille. Quant aux écoles qui ne pourront pas compter sur leur point d'eau, ce sont les communes qui devront demander aux familles de fournir une simple bouteille d'eau aux élèves, alors qu'un pack de six bouteilles de 1,5 litre se paye entre 4 et 7 euros pour les marques les moins chères.

Face à cette incurie, on ne sait si les propos du préfet remerciant la population de participer à l'effort collectif

relèvent du cynisme, de la crainte d'une flambée de colère, ou des deux.

C'est aujourd'hui l'ambitieux Darmanin qui aiguise ses crocs sur Mayotte. C'est un banc d'essai pour le compte de la bourgeoisie française : affûtage des manœuvres policières et administratives, enrégimentement de l'opinion, éclatement des solidarités parmi les exploités. L'appareil d'État a un arsenal prêt pour la guerre contre tous les pauvres et les travailleurs et il le teste à Mayotte.

Émile Grondin

Côte d'Ivoire : les habitants s'organisent contre l'insécurité

Dans le dernier numéro de leur journal *Le pouvoir aux travailleurs*, nos camarades de l'Union africaine des travailleurs communistes internationalistes (UATCI-UCI) relatent comment les travailleurs s'organisent pour faire face aux attaques de jeunes voyous qu'on appelle les microbes.

« An 2000 est un quartier qui jouxte la zone industrielle de Yopougon. Il est essentiellement habité par les travailleurs de la zone industrielle. Depuis un certain temps, ce quartier est en proie à une insécurité galopante.

Au départ, les malfrats s'en prenaient essentiellement aux ouvrières qui se rendaient au travail ou à des vendeuses qui allaient chercher leurs provisions très tôt le matin. Ils n'hésitaient pas à les dépouiller de leur argent et de leur téléphone. Souvent, quand ça tournait mal, certaines recevaient même des coups de couteau.

Ensuite, ce sont carrément des hordes de jeunes, armés de machettes et de

couteaux, qui ont fait des descentes dans le quartier. Ils arrivent en courant, sèment la zizanie et en profitent pour agresser et dépouiller tous ceux qu'ils rencontrent sur leur passage. À la moindre résistance, ils n'hésitent pas à user de leurs machettes et autres armes blanches.

La police a été alertée plusieurs fois, en vain. Mais quand ce sont les travailleurs qui font grève dans cette zone industrielle située juste de l'autre côté de la voie, les forces de l'ordre accourent tels des chiens de garde en grand nombre et en quelques minutes, au moindre appel de leurs maîtres.

Les habitants, voyant qu'ils sont abandonnés, ont décidé de prendre leur sort en main. Ils se sont organisés pour défendre leur quartier en cas de nouvelles attaques. Les microbes, ne se doutant de rien, sont revenus sur les lieux de leurs attaques. Mais, cette fois-ci, grande fut leur surprise de constater qu'ils étaient attendus par les gens du quartier. Plutôt que de fuir, les gens étaient prêts à en découdre avec eux. La peur a du coup changé de camp et ce sont plutôt les microbes qui ont pris leurs jambes à leur cou. Depuis lors, il n'y a pas eu d'autres agressions, mais les habitants ne baissent pas la garde pour autant.

Vivement une organisation similaire contre les capitalistes qui exploitent dans la zone ; ils sont tout aussi nuisibles et nous dépouillent chaque jour, non ? »

Le Pouvoir aux Travailleurs